

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 11

Vorwort: Les retours de l'histoire
Autor: Stoeckli, Fritz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sommaire

RMS/Novembre 1995

Editorial

Les retours de l'histoire
Brigadier Fritz Stoeckli 3

Armée 95

Vive le système
de milice! (1)
Col Pierre G. Altermath 6

Après «Armée 95»,
«DMF 95» (1)
RMS 12

Les brigades blindées,
un atout décisif
Maj EMG Daniel Escher 17

RMS-Défense Vaud

I-IV

La Brigade blindée 2
fait son premier exercice!
Col Hervé de Weck 21

Réflexions sur les deux
modèles de cours
de répétition
Lt-col J.-J. Herren 27

Armement

La munition-cargo
«Minotaur»
Jean Mayet 29

Armées étrangères

Guerres sur le «Toit
du Monde»
Gilles Rivet 31

Histoire

La politique d'asile de la
Suisse entre 1933 et 1945
Col Hervé de Weck 34

Idées de lecture

Des livres à offrir
ou à se faire offrir 41

Revue des revues

François Masson 45

Les retours de l'histoire

Il est certain que l'histoire ne se répète pas mais, face à des situations et à des comportements semblables, le cours des événements peut suivre des chemins parallèles. L'évolution de la crise dans l'ex-Yougoslavie est un exemple qui nous rappelle d'autres époques de ce siècle, en particulier l'influence décisive des Etats-Unis sur le sort de l'Europe.

A la fin des années trente, un dictateur réalisait progressivement son programme annoncé, face à une Europe affaiblie par la Grande Guerre et persuadée des vertus exclusives de la diplomatie. La suite des accords de Munich est bien connue, mais le dicton russe, « *Ils n'ont rien oublié et rien appris* » est aussi valable pour les Européens d'aujourd'hui. En effet, un demi-siècle plus tard, la même Europe, sur le dur chemin de l'union, s'est retrouvée en parfait désordre face aux extrémistes serbes. Ces derniers, encouragés par le manque de cohésion des Occidentaux et de l'ONU, réalisaient progressivement leur programme historique. Face aux discours lénifiants des responsables politiques et aux appels de l'opinion publique en faveur d'une solution négociée, la force était payante. Le premier bombardement du marché de Sarajevo au début 1994, sans conséquences pour les auteurs présumés, en fut l'illustration.

La répétition du crime en août dernier aurait probablement bénéficié de la même indulgence, si les Etats-Unis n'avaient progressivement pris les affaires en main par l'intermédiaire de l'ONU et, surtout, de l'OTAN. Malgré le ralliement tardif de certains Européens, il s'est agi d'une action essentiellement américaine. Les Etats-Unis apparaissent comme la seule puissance capable d'agir de manière cohérente sur le plan militaire : les prochains mois le confirmeront certainement.

Cette troisième intervention transatlantique depuis 1917 est un retour de l'histoire, dont la signification ne devrait pas échapper aux Européens. L'Amérique a effectivement tiré le Vieux continent d'un piège dans lequel il s'était enfermé pour longtemps. Même si cette intervention relève essentiellement de la politique intérieure des USA (la popularité du président face à son électorat de 1996), les enseignements sont clairs. D'une part, face à un auteur de trouble déclaré, le recours à la force doit être envisagé dès le début ; « *agression must not pay* » pour reprendre la célèbre phrase de Madame Thatcher. Il est vain de renoncer par principe à cette option et les nombreuses pétitions exigeant une solution négociée sont restées lettre morte chez les Serbes. Reprise par la diplomatie officielle, l'attitude occidentale a sans

doute été contreproductive.

Deuxièmement, l'Europe occidentale a confirmé son

manque de cohésion et les combats dans l'ex-Yougoslavie ont retardé la réalisation d'un grand dessin. Il est à souhaiter que d'ici là,

une quatrième intervention transatlantique ne soit pas nécessaire...

Brigadier Fritz Stoeckli

Soutien vigilant à l'Armée 95

Lancée au printemps 1991 en réaction au climat défaitisme qui s'était développé à l'époque de la diffusion du rapport Schoch, l'Action pour une armée digne de ce nom avait rencontré un vif succès. Cristallisant dans un mouvement organisé la volonté, jusqu'ici diffuse, de nombreux citoyens de ce pays de conserver un instrument de défense efficace et crédible, elle a réussi à regrouper près de 15 000 signataires dans toute la Suisse. C'est ainsi qu'elle est devenue un groupe de pression qui a contribué à influencer positivement le processus de réforme.

Lorsque le projet d'Armée 95 est apparu suffisamment avancé pour qu'il ne soit plus question de faire autre chose que de l'accepter ou de le rejeter en bloc, l'Action a clairement choisi son camp : des réserves sur des questions telles que le rythme et la durée des cours de répétition et l'abandon de classes d'âge distinctes. Elle insistait en outre sur la nécessité, pour que l'Armée 95 ne soit pas faite que de slogans, de lui donner les moyens, en mobilité et en puissance de feu, de compenser les effets de la réduction des effectifs. Elle souhaitait de plus que l'on recherche constamment le réalisme dans l'instruction et la fermeté dans la conduite.

Aujourd'hui, l'Armée 95 n'est plus un projet. Elle se trouve dans la phase de réalisation. Pour quelques années, soit jusqu'au moment où il sera possible de tirer un premier bilan avec un recul suffisant, il ne s'agit donc plus de discuter, mais bien de s'engager pour que notre armée réformée demeure apte à remplir ses missions. C'est pourquoi le comité de l'Action considère qu'il n'y a pas, à court terme, d'objectif mobilisateur justifiant un engagement majeur de l'Action.

Les seules échéances prévisibles sont les initiatives annoncées par le Parti socialiste concernant les dépenses militaires et par le GSsA contre l'armée elle-même. Dans cette perspective, l'Action avec les « miliciens » qui la composent et ses structures relativement légères, n'entend pas se substituer aux organisations, telles que le CRDC en Suisse romande ou l'AWM en Suisse alémanique, qui ont fait la preuve de leur efficacité dans ce domaine en conduisant la campagne en faveur du *F/A-18*. Soucieuse d'éviter une dispersion des forces préjudiciable à l'efficacité, elle entend au contraire les soutenir, au premier chef par l'engagement de ses membres qui en auront les aptitudes et la disponibilité.

Y a-t-il alors encore une place pour l'Action ? Pour son comité, tel est bien le cas. En effet, l'Action n'est pas uniquement, ni même principalement axée sur les votations, mais poursuit des objectifs plus globaux que les organisations susmentionnées. Le comité a donc décidé de se tenir prêt à engager l'Action le jour où le débat pourra être ouvert à nouveau, de manière globale, sur le bilan de l'Armée 95 et sur l'avenir de notre armée. Il considère en effet que ce jour-là, l'Action, comme cela a déjà été le cas dans le débat relatif à l'Armée 95, pourra apporter une contribution originale tendant à conduire l'action de ceux qui sont déterminés à garder, dans notre pays, un instrument de défense efficace et crédible.